



Manifeste du PSE

Pour une nouvelle Europe

L'Union européenne doit changer, c'est notre conviction profonde. En mai, grâce à votre vote lors des élections européennes, nous pourrons bâtir l'Europe que vous êtes en droit d'attendre. Une Europe qui avance, une Europe qui protège, une Europe qui agit. Notre famille politique, forte de sa présence dans les 28 pays, se battra pour vous offrir un avenir sûr. La droite a plongé l'Europe dans la peur et dans l'austérité. Pendant cinq années de domination des conservateurs au sein de l'UE, nous avons lutté pour défendre une Europe forte, démocratique et socialement juste. Mais aujourd'hui, c'est de front que nous devons mener cette bataille. Pour cela, nous avons besoin de votre soutien, de votre aide, de votre voix.

Notre programme pour l'Union Européenne pour les cinq prochaines années, c'est la création d'emplois, une économie dynamique, un sentiment d'appartenance commune et le respect de tous. Nous voulons que vous, en tant que citoyens et en tant qu'électeurs, repreniez les commandes; nous voulons redonner espoir aux jeunes européens.

En mai, vous aurez pour la première fois votre mot à dire dans le choix de la personne qui dirigera l'Europe. Votre vote décidera du nom du prochain Président de la Commission européenne. La seule manière de changer la majorité de droite dans l'Union européenne est de voter pour les socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes, démocrates et progressistes européens.

I. Une Union qui avance

1. La priorité : l'emploi

Voici notre priorité: les Européens, femmes et hommes, doivent avoir un emploi décent qui leur permette d'avoir une bonne qualité de vie . Or, quel est le bilan des politiques économiques menées ces cinq dernières années? 27 millions d'Européens désireux de travailler sont dans l'incapacité de trouver un emploi, dont un quart de nos jeunes. 120 millions d'Européens sont au niveau ou en-deçà du seuil de pauvreté. La création d'emplois pour les jeunes est un défi qui sera décisive, pour cette génération et la suivante, et restera l'une de nos principales priorités au regard de notre engagement à ramener le plein emploi. Notre stratégie pour l'emploi repose essentiellement sur la pleine mise en œuvre de la garantie européenne pour les jeunes. Afin qu'elle soit efficace, nous augmenterons son budget de façon substantielle et l'étendrons à tous les citoyens de moins de 30 ans. Pour créer de l'emploi, nous mettrons en place une politique industrielle européenne ambitieuse et nous soutiendrons l'économie sociale et les petites et moyennes entreprises. Nous promouvoir les technologies vertes innovantes et rendrons nos économies plus performantes. Nous voulons faire cesser le dumping social en mettant un terme à l'exploitation des travailleurs et aux contrats précaires, qui lèsent de nombreux Européens. Nous voulons promouvoir la justice sociale. Nous insisterons sur la mise en place de règles strictes visant à garantir l'égalité de rémunération pour un travail équivalent, la protection des droits des travailleurs et la qualité de l'emploi; sur le renforcement des droits des syndicats, du dialogue social et de la législation de lutte contre la discrimination; l'amélioration de la protection des travailleurs détachés à l'étranger par la révision de la directive relative au détachement de travailleurs; et la promotion du renforcement de la coopération au niveau européen dans le domaine de l'inspection du travail. Nous

introduirons des salaires minimaux décents en Europe, soit par voie légale soit par le biais de conventions collectives. Les emplois que nous créons doivent permettre aux citoyens de participer à l'économie sur un pied d'égalité. Tous les accords commerciaux, y compris l'accord avec les États-Unis actuellement en cours de négociation, doivent garantir la protection des droits de l'homme et des droits sociaux des citoyens, un travail décent, le respect des normes environnementales, la culture ainsi que la responsabilité sociale des entreprises et le juste échange.

2. Il est temps de relancer l'économie

La politique d'austérité a causé l'effondrement de nos économies et a pénalisé ceux qui n'étaient pas responsables de la crise. Pour créer des emplois et relancer l'économie, nous accorderons la priorité à l'innovation, à la recherche, à la formation et à la mise en œuvre d'une politique de réindustrialisation à la pointe, afin que les avancées extraordinaires réalisées dans les laboratoires et les universités puissent déboucher sur la création d'emplois pour les travailleurs européens. Notre solution consiste à laisser davantage de marge de manœuvre pour les investissements via les budgets nationaux, qui contribuent à l'expansion de notre économie plutôt qu'à son affaiblissement. Bien que la crise ait prouvé que l'euro pouvait jouer un rôle de tampon efficace, les cinq dernières années ont aussi montré que la construction de l'Union économique et monétaire européenne n'était pas encore achevée. Elles ont montré qu'il était important de mutualiser les responsabilités et les droits au sein de la zone euro. Nous réduirons les déficits de manière durable et juste, et nous aurons recours à de nouveaux instruments pour gérer la dette publique en Europe. Nous voulons instaurer une véritable coordination des politiques économiques et fiscales, qui tienne compte de l'impact social de ces décisions sur les citoyens. Le Parlement européen et les parlements nationaux doivent conserver leur souveraineté et participer pleinement à l'exercice de contrôle démocratique sur ces politiques. Les Troïkas sont clairement un échec à cet égard. Lorsque les missions de la Troïka auront pris fin, il faudra mettre en place un autre modèle dans le cadre des traités de l'UE, qui soit démocratique, socialement responsable et crédible. Nous serons les garants des finances publiques en améliorant la qualité des dépenses publiques, en réduisant les gaspillages et en orientant les dépenses vers les solutions les plus avantageuses pour les citoyens. La lutte contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale (qui représente environ 1000 milliards d'euros chaque année) et la concurrence fiscale est essentielle pour garantir un système fiscal juste. Nous nous sommes fixés comme objectifs prioritaires la réduction de l'évasion fiscale de moitié d'ici 2020, et la lutte contre les paradis fiscaux. Nous encouragerons également l'adoption de règles fiscales destinées à garantir la transparence et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales.

3. Mettre la finance au service des citoyens et de l'économie réelle

Les citoyens européens ont payé pour les erreurs et l'irresponsabilité d'un secteur financier non réglementé. Le sauvetage des banques a coûté 1 600 milliards d'euros, payés par les contribuables. Depuis cinq ans maintenant, le secteur financier prétend avoir tiré les leçons de ses erreurs. **Nous ferons en sorte que plus jamais les citoyens en fassent les frais.** Nous devons fixer le cadre nécessaire pour mettre le secteur financier au service de l'économie réelle et l'obliger à assumer sa part de contribution à la société. La réglementation obligera les banques à servir les citoyens plutôt que de les dépouiller. Les investisseurs doivent assumer leur responsabilité dans les pertes des banques, et pas seulement dans leurs gains. Nous renforcerons la régulation du secteur bancaire, nous mettrons un frein à la spéculation financière et nous mettrons en place des pare-feu efficaces entre les activités des banques commerciales et celles des banques d'investissement. Nous plafonnerons les bonus des banquiers et nous accélérerons l'introduction de la taxe sur les transactions financières, une taxe qui permettra une juste



contribution du secteur financier à la société et que nous soutenons depuis plusieurs années. Nous insisterons pour que soit créée une agence européenne de notation de crédit, indépendante et publique. Nous poursuivrons les efforts déjà engagés pour établir une Union bancaire solide apte à protéger les citoyens européens, qui garantira un accès égal et juste au crédit en Europe.

4. Pour l'Europe sociale

La droite a mis en place des politiques néolibérales pour réduire les aides qui permettaient aux citoyens de rebondir après une période difficile. Nous nous battons pour faire en sorte que l'Europe ne laisse aucun citoyen au bord du chemin. Un revenu décent, un enseignement abordable financièrement et de qualité, un logement (y compris les logements sociaux), des soins de santé et des services de garde d'enfants et prise en charge des personnes âgées, ainsi que des retraites adéquates sont des éléments essentiels de nos sociétés. Pour atteindre ces objectifs, l'UE doit, avec les États membres, redistribuer les richesses et les opportunités de manière efficace et juste. Il est indispensable de définir des objectifs contraignants en matière d'emploi, d'éducation et de cohésion sociale. Les objectifs de la politique sociale doivent être respectés dans toutes les politiques européennes. Nous devons veiller à ce que l'UE soit réellement aussi sociale qu'économique: les libertés économiques ne peuvent pas l'emporter sur les droits sociaux. Nous donnerons aux Européens la possibilité de développer leur potentiel en investissant dans l'éducation, l'accueil des enfants, l'éducation et la formation tout au long de la vie, la culture, la mobilité des étudiants et la recherche.

II. Une Union qui protège

5. Une Union pour l'égalité et les droits des femmes

Le principe de l'égalité doit être au cœur de la citoyenneté européenne. Le renforcement de l'égalité au sein de la société est bénéfique pour tous. Le respect, la promotion et l'amélioration des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes font partie de nos priorités. Nous avons besoin d'une règle contraignante pour en finir avec les écarts salariaux et les écarts de retraite entre les femmes et les hommes. Nous devons aussi mettre un terme à la violence envers les femmes. Par ailleurs, concilier vie professionnelle et vie familiale doit signifier promouvoir un équilibre entre les deux et non devoir sacrifier l'un au profit de l'autre, et, face à l'offensive des conservateurs, nous devons de toute urgence et avec la plus grande fermeté protéger la liberté de choix des femmes et leurs accès aux droits sexuels et reproductifs. Nous lutterons sans relâche contre toutes les formes de racisme, de sexisme, d'homophobie, de transphobie et d'intolérance. Nous défendons les valeurs d'égalité et de non-discrimination, et nous estimons que les femmes et les hommes doivent partager équitablement le travail, le pouvoir, le temps et les rôles, que ce soit dans la sphère publique ou dans la sphère privée. Nous protégerons les droits et le bien-être des enfants, et nous veillerons à ce qu'aucun citoyen ne se voit refuser un emploi, un poste, un avenir ou aucun autre droit fondamental en raison de la couleur de sa peau, de son orientation sexuelle, de son identité, de sa religion, de son âge, de son sexe, d'un handicap, de ses opinions politiques ou de tout autre motif de discrimination.

6. Une Union de la diversité

Face à la montée de l'extrémisme, nous nous battons pour une Europe qui respecte les droits et obligations de chacun, et non une Europe qui se nourrit de préjugés, de haine et de division. Tous les citoyens doivent avoir la possibilité de participer et de contribuer à la

société dans laquelle ils vivent. La liberté de mouvement est un droit et un principe fondateur de l'UE. Les droits des citoyens et de leurs familles légalement reconnues doivent être respectés. Par ailleurs nous devons lutter contre la fraude et les abus. Une véritable solidarité entre tous les États membres de l'UE doit s'exprimer dans les politiques d'asile et d'immigration afin d'éviter de nouvelles tragédies humaines et des ressources suffisantes doivent être allouées. Pour sauver des vies, l'Europe et ses États membres doivent agir de manière solidaire et mettre en place des mécanismes appropriés pour que les responsabilités soient partagées. Nous voulons des politiques d'intégration et de participation efficaces et une assistance aux pays que les migrants ont quittés. La lutte contre la traite des êtres humains doit être renforcée.

7. Sécurité et santé pour tous

Les citoyens européens ont le droit de vivre en sécurité et en bonne santé. Nous voulons que les droits des consommateurs soient renforcés. Nous protégerons le droit des Européens à bénéficier d'une alimentation et de produits sains et sûrs, et à vivre dans un environnement sûr. Nous reconnaissons le rôle stratégique que l'agriculture et la pêche jouent dans nos sociétés, et nous voulons promouvoir un développement rural durable et prospère. L'UE doit s'adapter aux nouveaux défis, en particulier au développement du numérique, et élargir l'accès à l'Internet. Nous avons besoin d'une législation européenne forte en matière de protection des données personnelles des citoyens et d'accès à l'information. Il est primordial de parvenir à un juste équilibre entre vie privée, liberté et sécurité. L'UE doit garantir le droit des citoyens à la sécurité en encourageant la coopération dans la lutte contre le crime organisé et la criminalité transfrontalière.

III. Une Union qui agit

8. Plus de démocratie et de citoyenneté active

Pour la première fois dans l'histoire de l'UE, vous i choisirez du prochain Président de la Commission européenne. Nous sommes fiers d'avoir été les premiers à franchir ce pas vers une Europe plus démocratique, d'avoir montré l'exemple et d'être maintenant suivis par les autres partis politiques. L'Union européenne est une union politique qui garantit l'égalité entre ses citoyens et l'égalité entre ses États membres. Les citoyens européens, la société civile et les partenaires sociaux doivent pouvoir participer pleinement aux décisions de l'Union et contrôler celles-ci. Nous donnerons un rôle de premier plan au Parlement européen, qui, en tant que représentant des citoyens, a le pouvoir législatif, budgétaire et de contrôle démocratique. Les décisions doivent être prises au niveau le plus approprié (local, régional, national ou européen), dans l'intérêt des citoyens européens. Toutes les politiques doivent être efficaces, respecter les valeurs démocratiques, combattre la corruption et servir les citoyens de manière ouverte et transparente. Nous mettrons en place des réponses européennes efficaces aux atteintes aux droits fondamentaux, à la démocratie et à l'État de droit.

9. Une Europe verte

L'UE doit retrouver sa place de leader mondial dans le domaine de la protection de la nature et des ressources naturelles ainsi que dans la lutte contre la pollution et le changement climatique. Pour ce faire, elle doit travailler en étroite collaboration avec ses partenaires mondiaux et montrer l'exemple. Nous favoriserons les technologies non polluantes et les méthodes de production respectueuses de l'environnement. Étant donné que nous nous rapprochons de l'échéance de 2020, nous plaiderons en faveur de la définition de nouveaux

objectifs contraignant concernant la réduction des émissions de carbone, l'augmentation de la part d'énergies renouvelables et l'accroissement de l'efficacité énergétique. Nous prônerons aussi la mise en œuvre d'obligations liées à des projets pour financer des investissements dans l'économie verte, les énergies renouvelables et les technologies vertes. Les modes de production, de consommation et de mobilité doivent changer, et l'utilisation du recyclage doit être améliorée. Nous pourrions ainsi éviter de trop solliciter des ressources naturelles de plus en plus rares, et aider les citoyens à réduire leurs factures énergétiques et leur empreinte écologique. Nous lutterons contre la précarité énergétique et nous garantirons à chaque citoyen un accès minimum à l'énergie.

10. Promouvoir l'influence de l'Europe dans le monde

L'Union européenne doit porter les valeurs universelles de démocratie, de paix et de respect des droits de l'homme, dont les droits des femmes et des enfants. Dans un monde globalisé et en pleine mutation, secoué par des conflits et confronté à des inégalités croissantes, l'Europe doit se poser en acteur mondial. Nous devons former des alliances solides pour faire face aux défis communs. Nous voulons que l'Europe parle d'une voix forte et qu'elle dispose d'outils appropriés pour montrer l'exemple en promouvant la paix, la démocratie et la prospérité commune à travers le monde. L'Europe associe défense, développement, commerce et diplomatie afin de maximiser les effets positifs de sa politique étrangère.. L'UE doit agir efficacement pour la paix dans le monde, et promouvoir activement la coopération en matière de défense. Nous devons soutenir les peuples qui luttent pour la démocratie, la justice sociale, la non-discrimination, la liberté et contre toute forme d'occupation dans les différentes régions du monde. Nous soutiendrons le Partenariat oriental en tant qu'instrument efficace pour rapprocher ces pays de l'UE et nous développerons des relations fortes avec la région méditerranéenne. Nous devons continuer de soutenir l'élargissement de l'Europe. Pour toute adhésion future, les droits fondamentaux et les valeurs européennes devront continuer à être respectés sans équivoque. Nous devons lutter contre les déséquilibres mondiaux et contre la pauvreté en mettant en place des politiques de développement cohérentes et en faire des Objectifs du millénaire pour le développement et du Programme d'Action des Nations unies en faveur du développement au-delà de 2015 des succès.

Avec ces 10 projets, nous, socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes, démocrates et progressistes, changerons l'Europe au cours des cinq prochaines années. Nous comptons sur votre voix et nous n'aurons de cesse de défendre vos intérêts. Ensemble, nous changerons l'Europe.